

# Querelle sur les allocations d'insertion : Di Rupo regrette, le MR s'insurge

**PARTIS** L'ex-Premier : « Une mauvaise mesure. » Olivier Chastel : « Pathétique ! »

- Le président du PS revient sur la mesure prise sous son gouvernement fin 2011 : « Je regrette. » Il lance : « Changeons la ! »
- Les libéraux le harponnent : « Il n'assume pas ! »
- Histoire d'une polémique et ses acteurs.

De quoi parle-t-on ? De la première vague de suppressions d'allocations d'insertion (nos précédentes éditions) débouchant, pour des milliers de sans-emploi, sur l'exclusion du chômage et le recours au CPAS. La mesure, mise en œuvre sur la base de l'accord de gouvernement Di Rupo de décembre 2011, produisant ses effets en ces premiers jours de janvier 2015, soulève indignation et réprobation. Conséquence politique : après le rude mouvement social de novembre-décembre qui avait vu le gouvernement Michel prendre tous les coups, changement de cible, au moins provisoirement : les gants se tournent contre Elio Di Rupo, Premier ministre sortant, et son gouvernement 2011-2014 qui assumait la réforme incriminée.

Haro ! Et surchauffe au PS. Dont la « rentrée » risque d'être plombée. Devenu président entre-temps, comme on le sait, Elio Di Rupo encaisse les critiques, bouillonne. Si tous conviennent que le PS, négociateur, avec MR, CDH, VLD et CD&V de l'accord de décembre 2011, n'avait pas été protagoniste dans l'affaire (la loi du compromis), cela mérite néanmoins d'être dit haut et fort, estime-t-on chez les rouges. Il faut adresser un message à gauche. Sur le plateau de RTL-TVI dimanche, André Flahaut explique que le PS avait dû faire des concessions en décembre 2011. Deux jours plus tard, Elio Di Rupo intervient en personne. Mardi matin sur la Première, à la RTBF, le soir

**« Cette mesure, ce fut un déchirement pour CDH et PS. C'était le prix pour le lancement du gouvernement après plus de 500 jours de crise »** JOËLLE MILQUET

sur RTL-TVI, il assène : « Il s'agit d'une demande 100 % libérale lors des négociations gouvernementales, à l'issue d'une grave crise où le pays allait à vau-l'eau, il fallait stabiliser le pays, et je rappelle que le Premier ministre actuel, Charles Michel, était autour de la table, en tant que président du MR lorsque le compromis a été conclu ». Elio Di Rupo appuie : « C'est une mauvaise mesure que je regrette, j'ai le cœur qui saigne quand je pense à ces femmes et ces jeunes qui vont être exclus. Nous étions convaincus que ça permettrait aux jeunes de trouver un emploi, il faut avoir le courage de reconnaître que c'est une erreur. » Et relance : « Je demande par humanité de changer la mesure. Si le gouvernement actuel le fait, il obtiendra le soutien du PS. » Allô les bleus ? Qui ne laissent pas passer...

Peu de temps après la prestation d'Elio Di Rupo, le MR, présidence Chastel, nous livre ce commentaire : « Le fait est qu'Elio Di Rupo n'assume pas ce qu'il a fait comme Premier ministre, nous trouvons ça pathétique ! La ministre de l'Emploi sous l'ancienne législature, Monica De Coninck, socialiste flamande du SP.A, a expliqué quant à elle, dans vos colonnes il y a quelques jours, que c'était une bonne mesure, qu'elle ne regrettait rien pour sa part, l'es-

sentiel étant de soutenir, d'accompagner les gens pour les sortir de la dépendance et les remettre au travail. Ajoutons que c'est le rôle des Régions d'assurer cela, notamment la Région wallonne, où le PS est au pouvoir ! Quant aux CPAS, le gouvernement actuel mettra en œuvre les refinancements qui avaient été prévus, et évaluera la situation ». Pour le reste, supprimer la mesure, c'est non : « Ce n'est pas à l'ordre du jour. Elle doit être expliquée, mais elle garde sa pertinence, l'idée étant de sortir les gens de la dépendance et de les intégrer au marché de l'emploi ».

Mis à part le fait que les libéraux-réformateurs n'ont pas le choix (impossible de reculer sur ce sujet dans le cadre de leur coalition MR/N-VA/VLD/CD&V, ancrée à droite et qui a d'ailleurs durci le dispositif, par exemple en baissant de 30 à 25 ans l'âge ouvrant, pour une durée de trois ans, le bénéfice à l'allocation d'insertion), ils réitèrent ainsi leur adhésion à une mesure qu'ils avaient soutenue en décembre 2011 lors de la négociation à six pour la formation du gouvernement Di Rupo. On enchaîne au PS : « En revanche, ils ont aboli les bonis de liquidation, qui touchaient le capital, là aussi une mesure prise par le gouvernement sous l'ancienne législature, et dans ce cas, bien sûr, ils ne trouvent rien à redire ! ».

Quant aux négociations de décembre 2011, Joëlle Milquet (CDH), vice-Première sous Di Rupo, relate pour nous : « Les allocations d'insertion, ce fut un déchirement pour le CDH et le PS. Nous avons dû l'accepter, c'était le prix pour la mise sur pied d'un gouvernement après, plus de 500 jours de crise. Le VLD voulait limiter dans le temps l'octroi des allocations de chômage, une exigence, nous avons refusé, et le compromis a porté sur les allocations d'insertion. Du reste, nous avons pu adoucir le régime prévu, notamment en prévoyant un délai de trois ans durant lequel les allocations sont octroyées ». Le MR ? « C'est le VLD qui poussait, le MR n'était pas contre, un peu comme le SP.A d'ailleurs, les socialistes flamands ayant une autre philosophie sur ces questions, voyez Monica De Coninck. »

Ce que nous confirme Bruno Tobback, président du SP.A : « Je soutiens les décisions prises par nos ministres. Ils ont agi en âme et conscience. N'oublions pas que c'était ça ou bien la limitation dans le temps des allocations de chômage. Non, quant aux allocations d'insertion, l'idée dominante doit rester celle de mettre les gens au travail, de les accompagner, et c'est, je le crois, une option éminemment socialiste. »

Dans l'opposition, au fédéral comme dans les entités fédérées, les verts, eux, renvoient les protagonistes dos à dos pour ajuster : « Ce qui compte ce sont les actes pas les mots, PS et CDH ont l'opportunité de mener une autre politique dans les Régions pour faire face aux injustices sociales, et que constate-t-on ? Qu'ils s'attaquent aux secteurs qui viennent en aide aux personnes précarisées ou exclues du marché de l'emploi. C'est indécent. » Sans regrets ? ■

DAVID COPPI

ELIO DI RUPO, PS **FÉVRIER 2014**

**« Les allocations d'insertion concernent des gens qui n'ont jamais ou pas assez cotisé à la sécurité sociale. C'est un cas unique au niveau international. On les supprime après trois ans, mais nous avons prévu une série d'exceptions qui permettent d'échapper à la limitation »**



ELIO DI RUPO, PS **JANVIER 2015**

**« C'est une mauvaise mesure que je regrette »**



OLIVIER CHASTEL, MR **JANVIER 2015**

**« Elio Di Rupo n'assume pas ce qu'il a fait, nous trouvons cela pathétique »**

ENTRETIEN



© ALAIN DEWEZ

**Pascal Delwit : « Ni glorieux, ni problématique »**

Le commentaire de Pascal Delwit, politologue à l'ULB... Ces regrets : justes, pas justes, habiles, maladroits ? Ce n'est pas le problème. Tout en assumant la politique de son gouvernement, c'est bien et acceptable de dire qu'on s'est trompé sur tel ou tel sujet. Le compromis à six partis de décembre 2011 a vu chacun faire des concessions, des sacrifices, et le sort fait aux allocations d'insertion, ce fut celui du PS. Di Rupo dit que ce fut une erreur, que le PS avait mal apprécié l'impact, soit. Il y a de la stratégie là derrière : le PS était dans l'embaras...

Vous savez, l'embaras... Ils ont déjà payé le prix électoral, en mai 2014, tous en conviennent. C'est fait.

**Le président peut déjouer le Premier ministre qu'il était ?**

Il revient sur une décision pour avouer une erreur, je le répète, il n'y a rien de glorieux ni de problématique. C'est comme ça. Et sur le contexte dans lequel avait été prise la décision, tout le monde est d'accord : une exigence VLD, qui avait même réclamé la limitation dans le temps des allocations de chômage ; tout ça après 500 jours de crise.

J'ajoute que, quoi qu'il eût pu dire sur ce sujet, Elio Di Rupo aurait été mis difficulté et se serait fait attaquer. Alors, tant qu'à faire, autant avouer que ce fut une erreur et, par la même occasion, envoyer un message en direction de certains milieux.

**Des « regrets », ce n'est pas fréquent en politique...**

En interview dans vos colonnes, Herman Van Rompuy avait regretté avoir pris part jadis à la guerre interne au CVP entre Martens et Tindemans. Mais ce n'est pas courant, en effet.

D.CI